

ESPAGNE

Madrid cible d'un attentat au véhicule piégé, attribué à l'ETA

Une fourgonnette piégée a explosé hier dans un quartier d'affaires de l'est de Madrid, sans faire de blessés mais provoquant d'importants dégâts, dans un attentat qui a été rapidement attribué à l'ETA par le gouvernement espagnol.

Le ministre de l'Intérieur, Alfredo Perez Rubalcaba, a accusé explicitement l'organisation indépendantiste basque armée, responsable de la mort de 825 personnes en plus de 40 ans de violences pour l'indépendance du Pays Basque (nord), d'être l'auteur de cette nouvelle action.

L'ETA a «réagi» à l'annonce, ces dernières heures, par la justice espagnole de l'interdiction de listes électorales proches de sa mouvance, avant les élections régionales basques du 1^{er} mars, a

affirmé M. Rubalcaba. L'explosion, entendue dans tout le quartier, selon des témoins, n'a pas fait de blessés, d'après la police. Elle a, en revanche, provoqué des dégâts importants avec plus de trente voitures endommagées et a laissé un cratère d'un mètre de profondeur dans le sol, selon un communiqué de la police.

Plusieurs appels anonymes aux pompiers, au Samu ainsi qu'à la Croix-Rouge ont averti vers 06h30 GMT de l'explosion prochaine d'un véhicule utilitaire dans le

quartier qui a été rapidement bouclé et évacué.

Le véhicule avait été volé la veille dans la région de Madrid, a précisé le ministre de l'Intérieur. Toutefois, le groupe armé, qui frappe ainsi la capitale pour la première fois depuis son puissant attentat à l'aéroport (deux morts) en décembre 2006, ne dispose a priori pas de structure permanente à Madrid, a ajouté le ministre.

L'explosion s'est produite dans la rue Ribera del Loira près des locaux d'une filiale du groupe de construction espagnol Ferrovial qui travaille au chantier du TGV basque, projet qui figure depuis quelques mois parmi les cibles de l'ETA. Dernière victime tuée par

l'ETA, le responsable d'une entreprise travaillant sur ce projet avait été abattu par un commando le 3 décembre à Azpeitia, au Pays Basque (nord).

Depuis Bilbao (nord), le chef du gouvernement régional basque, le nationaliste Juan José Ibarretxe, a condamné l'attentat de la manière «la plus énergique» et demandé à l'ETA de «disparaître une bonne fois pour toutes». L'ETA avait commis un attentat dans ce même quartier madrilène, il y a quatre ans, jour pour jour, faisant exploser une voiture remplie de 30 kg d'explosif. Cette action commise quelques semaines avant les précédentes élections basques avait fait une quarantaine de blessés.

L'attentat d'hier a été perpétré quelques heures après l'interdiction par le Tribunal suprême espagnol des listes électorales de deux partis indépendantistes radicaux, D3M et Askatasuna, considérés comme des prête-noms du bras politique interdit de l'ETA, Batasuna.

L'ETA a repris ses attentats à la fin 2006 après l'échec des négociations de paix avec le gouvernement socialiste espagnol. «Lorsque je suis arrivé au bureau à 8h25 (7h25 GMT), la police était partout (...). On nous a dit qu'il y avait une alerte à la bombe, qu'on devait être loin des fenêtres. Et tout d'un coup "boom".

On a vu les fenêtres bouger», a raconté à l'AFP, Simon, un Français de 29 ans qui travaille dans le quartier. «Dans une autre partie des bureaux, tout est tombé. Cela s'est passé vers 9h05 (8h05 GMT).

Ensuite, on nous a dit de nous diriger plus à l'intérieur du bâtiment, loin des fenêtres» par crainte d'une seconde bombe, a-t-il ajouté.

L'ETA

825 morts en 40 ans d'attentats pour l'indépendance du Pays Basque

L'organisation basque armée ETA, désignée par le gouvernement espagnol comme l'auteur d'un attentat à la fourgonnette piégée, hier à Madrid, est tenue pour responsable de la mort de 825 personnes en 40 ans de violences pour l'indépendance du Pays Basque (nord).

ETA (Euskadi Ta Askatasuna, Patrie basque et liberté) figure depuis 2001 sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne et des Etats-Unis. L'organisation revendique l'indépendance d'Euskal Herria, territoire comprenant la région autonome du Pays Basque espagnol, la Navarre (nord de l'Espagne) et le Pays Basque français.

Depuis son premier attentat le 7 juin 1968, elle a tué 825 personnes, surtout en Espagne,

mais aussi en France avec deux gardes civils abattus en décembre 2007 à Capbreton (sud-ouest), selon le ministère espagnol de l'Intérieur. ETA, dont le symbole est une hache entrelacée d'un serpent, a été fondée le 31 juillet 1959 par des étudiants nationalistes d'inspiration marxiste-léniniste, qui accusaient le Parti nationaliste basque (PNV, modéré, au pouvoir au Pays Basque depuis 1980) d'«immobilisme» face au franquisme. Son émanation politique est le parti Batasuna, interdit en 2003 par la justice espagnole.

L'Espagne et la France, pays qui constitue la base de repli traditionnel des commandos du mouvement, collaborent depuis les années 1980 contre ETA, après des années de récriminations espagnoles contre le «sanctuaire» français. ETA avait annoncé le 22 mars 2006 un «cessez-le-feu permanent» qui a permis au

gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero de s'engager sur la voie d'un «processus de paix» pour une fin négociée du conflit basque.

Neuf mois plus tard, le 30 décembre, ETA commet son premier attentat meurtrier depuis mai 2003, tuant deux personnes à l'aéroport de Madrid, dernière action du groupe armé dans la capitale avant l'attentat d'hier. ETA a annoncé officiellement la fin de sa trêve en juin 2007.

Depuis, les polices espagnole et française ont porté des coups durs à l'organisation, arrêtant une centaine de personnes, dont son chef militaire présumé, Garikoitz Aspiazu Rubina, alias «Txeroki» en novembre dernier.

ETA a commis depuis une trentaine d'attentats et tué six Espagnols : trois gardes civils, un militaire, un ex-conseiller municipal socialiste et un entrepreneur basque.

FRANCE

Un indépendantiste corse rejugé pour l'assassinat d'un préfet

Le procès en appel du nationaliste corse, Yvan Colonna, poursuivi pour l'assassinat en 1998 du préfet Claude Erignac, le crime politique le plus grave jamais commis sur l'île, s'est ouvert hier à Paris, alors que l'accusé continue de plaider son innocence et l'absence de preuves.

Face à la veuve et aux deux enfants du préfet de Corse, Yvan Colonna, cheveux ras, veste de survêtement sur tee-shirt noir, a fait son entrée à la cour d'assises en saluant d'un geste de la main son père, son frère et sa sœur massés sur le banc le plus proche du box blindé.

Yvan Colonna, 48 ans, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en première instance en décembre 2007, a toujours clamé son innocence.

La première journée du procès devait être consacrée à l'appel des témoins, une centaine au total, et à la lecture de l'acte d'accusation.

Il est de nouveau jugé par une cour spécialement composée pour les affaires de terrorisme, neuf

magistrats siégeant à la place de l'habituel jury populaire d'assises. Avant l'ouverture, ses avocats et sa famille ont répété que la culpabilité du berger n'avait pas été démontrée lors du premier procès. «La culpabilité ça ne se décrète pas, ça se démontre (...) Il est déterminé à faire valoir son innocence», a déclaré devant les caméras de télévision sa sœur, Christine Colonna. «Ce n'est pas un second procès. C'est un nouveau procès, Yvan Colonna a été déclaré coupable dès 1999 par les plus hautes autorités de l'Etat. Reste maintenant à reprendre le dossier», a affirmé M^e Patrick Maisonneuve.

La défense a jugé «indispensable» qu'une reconstitution de l'assassinat du préfet, le 6 février

1998 à Ajaccio, soit ordonnée par la cour. «Cela montrera l'absence de possibilité de la présence d'Yvan sur les lieux du crime», a ajouté la sœur de l'accusé.

Yvan Colonna avait été désigné en mai 1999 comme l'assassin du préfet par plusieurs membres du commando qui s'étaient rétractés un an et demi plus tard, faisant valoir des «pressions» policières.

Les cinq avocats ont déjà ferpillé hier matin pour que les policiers chargés d'une enquête, longtemps décriée, viennent témoigner au même moment. «Un certain nombre de pièces (...) ont sciemment disparu du dossier d'instruction dans la mesure où elles disculpaient Yvan Colonna», a affirmé M^e Gilles Simeoni.

«C'est la défense qui dirige les débats !», a protesté M^e Philippe Lemaire, avocat de la veuve Dominique Erignac et des deux enfants du préfet, Charles-Antoine

et Marie-Christophine. Ces derniers sont arrivés au procès sans faire de déclaration, leur avocat répétant qu'ils attendaient enfin des aveux de l'accusé. «J'espère qu'il dira la vérité. On nous parle d'un dossier vide mais il a permis qu'il soit condamné une première fois à la réclusion criminelle à perpétuité, c'est un vide qui, à mon avis, était quand même un peu plein», a dit M^e Lemaire.

Le 6 février 1998, Claude Erignac, depuis deux ans le plus haut représentant de l'Etat en Corse, avait été tué de trois balles dans la nuque par un commando nationaliste alors qu'il remontait seul dans la soirée une ruelle mal éclairée d'Ajaccio pour rejoindre son épouse à un concert.

Cet assassinat avait provoqué une vive émotion en France, et notamment dans l'île, régulièrement touchée par des attentats d'organisations indépendantistes, mais jamais d'une telle ampleur.

ATTAQUES DE BOMBAY Le Pakistan veut plus d'informations de l'Inde

Le Pakistan a réclamé hier que l'Inde lui livre davantage d'informations pour pouvoir mener à bien sa propre enquête sur les attaques de Bombay fin novembre, qui, selon New Delhi, ont été organisées avec l'aide des services de renseignements pakistanais.

«Sans preuve substantielle fournie par l'Inde, il est excessivement difficile d'achever l'enquête», lit-on dans un communiqué du cabinet du Premier ministre, rendu public à l'issue d'une réunion de la Commission de la défense au sein du gouvernement pakistanais.

«Pour que nous puissions terminer les investigations, les questions soulevées par l'enquête seront soumises par l'Agence fédérale d'investigations (FIA) et l'Inde devra y répondre», explique encore le cabinet du Premier ministre Raza Yousuf Gilani. «Ces questions seront soumises prochainement aux autorités indiennes», précise le communiqué.

Les attaques de Bombay, perpétrées par un commando de 10 militants islamistes pakistanais, ont fait 165 morts fin novembre à Bombay, la capitale économique de l'Inde.